

## ARRETE

n°2004-131-15 du 10 mai 2004  
portant prescriptions complémentaires à la société **DURRENWAECHTER**,  
pour la réalisation d'un diagnostic initial et d'une évaluation simplifiée des risques  
pour sa carrière de Hésingue au lieu-dit « Zwischen den Rainen »

Le Préfet du département du Haut-Rhin  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'Environnement, notamment le titre I<sup>er</sup> et le titre IV du livre V,
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** l'arrêté préfectoral n°981364 du 19 mai 1998 portant autorisation à la société DURRENWAECHTER SA pour sa carrière d'Hésingue,
- VU** l'arrêté préfectoral n°990737 du 22 avril 1999 prescrivant la constitution de garanties financières pour la remise en état de la carrière exploitée par la société DURRENWAECHTER à Hésingue au lieu dit « Zwischen den Rainen »,
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées du 19 février 2004,
- VU** l'avis de la Commission Départementale des Carrières du 12 mars 2004 ,

**CONSIDERANT** les termes des circulaires des 3 et 18 avril 1996 relatives à la réalisation de diagnostics initiaux et de l'évaluation simplifiée des risques sur les sites industriels en activité,

**CONSIDERANT** la mise à jour des données sur les sites suspects de la région du Dreieckland réalisée par le BRGM (septembre 2001 / RP-50405-FR),

**CONSIDERANT** que le site nommé dans les données du BRGM « actuelle carrière DURRENWAECHTER / Bourgfelden Nord » sur les communes d'Hésingue et de Saint Louis est classé comme site prioritaire 1 dans l'étude du BRGM, c'est à dire dépôt pour lequel la présence de déchets chimiques est avérée ou suspectée,

**CONSIDERANT** que la partie Nord du site BRGM « actuelle carrière DURRENWAECHTER / Bourgfelden Nord » situé sur la commune d'Héisingue est actuellement compris dans le périmètre autorisé de la carrière DURRENWAECHTER sur la commune d'Héisingue au lieu dit « Zwischen den Rainen »,

**CONSIDERANT** que l'étude du BRGM propose pour les sites prioritaires de réaliser une évaluation des risques,

**CONSIDERANT** qu'il convient de lever les incertitudes quant à la nature et à la localisation exacte des anciens remblais suspects,

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'imposer la réalisation d'un diagnostic initial et de l'évaluation simplifiée des risques pour le site de la carrière DURRENWAECHTER au lieu dit « Zwischen den Rainen » sur la commune d'Héisingue conformément à la circulaire du 3 avril 1996 du Ministère de l'Environnement,

**APRES** communication du projet de prescriptions à l'exploitant,

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du département du Haut-Rhin,

## ARRETE

### Article 1<sup>er</sup> :

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à la société DURRENWAECHTER dont le siège social est 43 b rue du 1<sup>er</sup> mars à Saint Louis, exploitant une carrière sur la commune d'Héisingue au lieu dit « Zwischen den Rainen ».

### Article 2 :

Un diagnostic initial et une évaluation simplifiée des risques de la carrière DURRENWAECHTER sur la commune d'Héisingue au lieu dit « Zwischen den Rainen » seront réalisés selon les modalités définies dans le guide méthodologique du ministère de l'Environnement – BRGM relatif à la gestion des sites (potentiellement) pollués élaboré (version 2) à cet effet.

### Article 3 :

Le diagnostic initial, qui comprend une analyse historique du site (localisation des différentes activités et sources potentielles de pollution, produits utilisés, pratiques de gestion environnementale.....) et le recueil des données et informations environnementales concernant le site et son voisinage, fera l'objet d'un rapport d'étape adressé et soumis à l'avis de l'Inspection des Installations Classées **dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.**

Si ces données sont insuffisantes pour réaliser l'évaluation simplifiée des risques, une campagne d'investigations légères basées sur des analyses de sols et de la qualité des eaux souterraines, devra compléter les données de l'étude documentaire.

La proposition pour cette campagne d'investigations complémentaires ainsi que la détermination du périmètre d'étude de l'évaluation simplifiée des risques seront intégrées dans le rapport d'étape susvisé et soumises à l'avis de l'Inspection des Installations Classées avant le passage à la seconde phase.

### Article 4 :

Les résultats issus du diagnostic initial seront utilisés pour mener l'évaluation simplifiée des risques.

Le rapport d'étude final comprendra la définition des suites éventuelles à envisager qui peuvent comprendre la surveillance à mettre en place, les réhabilitations éventuelles à entreprendre...

Il sera remis à l'inspection des installations classées **dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.**

**Article 5 :**

Les frais induits pour les études et analyses sont à la charge de la société DURRENWAECHTER.

**Article 6 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée.

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société.

**Article 7 : PUBLICITE**

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions et faisant connaître qu'une copie est déposée aux archives de la commune de Héisingue et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

**Article 8 : EXECUTION - AMPLIATION**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du département du Haut-Rhin, les inspecteurs de la Direction Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des installations classées, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Mulhouse, le Maire de la commune Héisingue, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée à l'exploitant

Fait à Colmar, le 10 Mai 2004

Le Préfet

**Délais et voies de recours** (Article L 514-6 du Code de l'Environnement)

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou par l'exploitant, dans un délai de **2 mois** à compter de sa notification, ou dans un délai de **6 mois** à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'Etat dans le département, pour les tiers ou les communes intéressées.